



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Maintenance préventive et curative des portes coupe-feu
des établissements du GHT Léman Mont-Blanc**

Centre Hospitalier Alpes Léman
Etablissement support du GHT Léman - Mont-Blanc
558 route de Findrol
BP 20500
74130 CONTAMINE SUR ARVE

Pour le compte des établissements bénéficiaires

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Intervenants	7
3.1 - Titulaire	7
3.2 - Cotraitant.....	7
3.3 - Sous-traitance	8
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Durée et délais d'exécution.....	10
5.1 - Durée et reconduction du contrat.....	10
5.2 – Durée / délais d'exécution des bons de commande	10
6 - Prix.....	10
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
6.2 - Modalités de variation des prix.....	12
7 - Garanties Financières	13
8 - Avance	13
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	13
8.2 - Garanties financières de l'avance	14
9 - Modalités de règlement des comptes.....	14
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	14
9.2 - Présentation des demandes de paiement	14
9.3 - Délai global de paiement.....	15
9.4 - Paiement des cotraitants	15
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	15
10 - Conditions d'exécution des prestations	15
10.1 - Notification.....	15
10.2 - Processus de remplacement d'une personne nommément désignée	15
10.3 – Matériels, objets et approvisionnement confiés au titulaire	15
10.4 – Stockage, emballage, transport.....	16
10.5 – Conditions de livraison	16
10.6 – Modalités d'intervention	17
10.7 – Continuité de service	18
10.8 – Remise de matériels ou équipements en fin de marché.....	18
10.9 – Achèvement de la prestation	18
11 - Garantie de continuité de la prestation	18
11.1 – Exécution aux frais et risques.....	18
11.2 – Evolution du parc des installations	19
11.3 – Formation/Information du personnel	19
12 - Développement durable	19
13 - Constatation de l'exécution des prestations.....	19
13.1 - Vérifications.....	19
13.2 - Décision après vérification	19
14 - Garantie des prestations.....	19
15 - Maintenance.....	19
15-1 Conditions générales	20
15-2 Définition et durée de l'indisponibilité	21

15.3 – Garantie de temps, d'intervention et de rétablissement.....	21
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	21
17 - Pénalités	21
17.1 - Pénalités de retard	22
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé	22
17.3 – Autres pénalités.....	22
18 - Assurances	23
19 - Clause de prestations similaire	23
20 - Clause de réexamen	23
20.1 – Modifications d'ordre financier ou administratif	24
20.2 – Modifications de circonstances d'exécution du contrat.....	27
20.3 – Modifications d'ordre technique	27
21 - Résiliation du contrat.....	29
21.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	29
21.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	29
22 - Règlement des litiges et langues	30
23 - Dérogations.....	30

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Maintenance préventive et curative des portes coupe-feu des établissements du GHT Léman Mont-Blanc

Le titulaire du contrat est informé que le Centre Hospitalier Alpes Léman, établissement support du GHT Léman Mont Blanc, passe le contrat dans le cadre de sa compétence légale (article L.6132-2-5°a) du code de la Santé Publique) au bénéfice de l'ensemble des établissements bénéficiaires membres du GHT. A ce titre, l'établissement support mène la procédure de passation et signe le contrat pour son compte et / ou celui des établissements parties bénéficiaires. Les établissements bénéficiaires sont pour leur part, responsables de l'exécution du contrat à l'exception de la passation d'éventuels avenants.

Lors du lancement de la présente consultation, les besoins des établissements mentionnés, sont identifiés. Cette liste n'est toutefois pas exhaustive et les besoins des autres établissements membres du GHT sont susceptibles d'être pris en compte en cours d'exécution du contrat dans le cadre des clauses dites de réexamen du contrat (article R2194-1 du code de la commande publique), sans que le titulaire ne puisse émettre une quelconque réserve. Il est toutefois dûment précisé que les établissements parties demeurent libres d'adhérer au présent marché pour répondre à leur besoin, et qu'ils ne sont aucunement tenus par une clause d'exclusivité.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Il est ainsi précisé que la conclusion et l'acceptation du présent contrat ne sauraient en aucune manière constituer pour l'entreprise titulaire un monopole de fait ou lui conférer une exclusivité sur toutes les fournitures / prestations de service / travaux pouvant concerner les établissements bénéficiaires membres du GHT. En fonction de leurs caractéristiques, leur importance, de leur nature d'opération distincte, de l'urgence, de leur caractère particulier ou pour toute autre raison présentant un intérêt financier, technique ou administratif, dont les établissements bénéficiaires resteront seuls juges, certaines fournitures / prestations de service / travaux pourront être exclus du présent contrat, sans que le titulaire ne puisse émettre une quelconque observation, réserve ou demande indemnitaire. Dans ce cadre les établissements bénéficiaires pourront faire exécuter ces fournitures / prestations de service / travaux :

- soit par leurs propres moyens,
- soit par des opérateurs économiques sélectionnés à l'issue de consultations spécifiques dans le respect de la réglementation relative à la commande publique
- soit par le recours à des contrats dans le cadre d'adhésions en centrales d'achat ou groupement de commande

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

- **Centre Hospitalier Alpes Léman (CHAL)** : 558 route de Findrol, 74130 CONTAMINE SUR ARVE
- **Hôpitaux du Léman (HDL)** : 3 avenue de la dame, 74200 THONON LES BAINS
- **Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc (HPMB)** : 380 Route de l'hôpital BP 188, 74703 SALLANCHES
- **Hôpital Départemental de Reignier (HDR)** : 61 rue des Vents Blancs, 74 930 REIGNIER-ESERY
- **Etablissement Public de Santé Mentale 74 (EPSM74)** : 530, rue de la Patience, CS 20149, 74805 LA ROCHE SUR FORON

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

Le montant maximal est de 289 000 € Hors Taxes pour la durée totale du marché.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par l'établissement bénéficiaire et pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date et le numéro du marché ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande validés par le représentant de l'établissement bénéficiaire peuvent être honorés par le titulaire.

Les bons de commande pourront être envoyés par le biais de l'outil informatique de dématérialisation des commandes de chaque établissement.

A l'échéance du marché ou en cas de non reconduction, le titulaire demeure engagé jusqu'à la fin de l'exécution d'un bon de commande en cours. Ainsi, en fonction des prestations en cours, la durée d'exécution d'un bon de commande pourra se poursuivre au-delà de la durée du marché.

Le titulaire a un devoir de vigilance sur le contenu des informations indiquées dans le bon de commande et veille donc à s'assurer de la présence de toutes les informations ci-dessus mentionnées ainsi que de disposer de toutes les informations utiles à la bonne exécution des prestations.

En cas de bon de commande incomplet ou d'informations manquantes il appartient au titulaire de demander à l'acheteur les informations indispensables dont il a besoin pour exécuter la prestation. Tout bon de commande incomplet pourra être accepté par le titulaire dès lors qu'il estime avoir toutes les connaissances nécessaires à sa disposition pour exécuter comme attendu la prestation.

Si le titulaire reconnaît une erreur dans les documents fournis par l'acheteur, il doit le signaler immédiatement par écrit.

En cas de défaut d'exécution, le titulaire ne pourra tenir responsable l'acheteur de ne pas avoir transmis les informations suffisantes.

La réception du bon de commande fait courir les délais d'exécution.

Modification d'un bon de commande : En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est envoyé au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande.

Annulation d'un bon de commande : Chacun des établissements bénéficiaires peut à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire, des prestations exécutées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

Cas d'urgence : Uniquement dans le cadre d'urgence, si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure d'établir un bon de commande pour exécuter les prestations spécifiques, il communiquera au prestataire de service une demande d'intervention écrite, valant ordre d'intervention et d'exécution des prestations nécessaires. Le bon de commande sera ensuite établi par le Pouvoir adjudicateur pour régularisation.

Le titulaire du présent marché s'engage donc, uniquement dans les cas d'urgence, à intervenir sur toute demande écrite de l'établissement dans le cadre des délais fixés dans le présent document, même s'il n'a pas eu le bon de commande correspondant à l'exécution des prestations demandées, cela dans le but d'éviter tout risque d'indisponibilité et de sécurité sur les équipements dont il doit assurer la maintenance complète.

Aucune rémunération ne sera due si le titulaire anticipe l'émission d'un bon de commande du fait d'informations dont il aurait bénéficié de quelque manière que ce soit, ou s'il déborde du cadre de mission fixé par le bon de commande (sauf en cas d'urgence, et dans ce cas une demande sera faite par courriel/téléphone puis régularisée par un bon de commande).

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les conditions générales d'intervention aux HDL, de manière générale tout règlement intérieur ou protocole de sécurité d'intervention
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cadre de réponse technique
- L'offre technique et financière du titulaire y compris mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

Règlementations en vigueur :

Les prestations du titulaire doivent être conformes aux clauses des lois, décrets, réglementations et normes en vigueur applicables aux prestations à réaliser dans le cadre du marché, et notamment : Le titulaire devra justifier qu'il est en possession de(s) certificats(s) de marquage CE (numéro et nom de l'organisme notifié ayant certifié) des équipements, fournitures et accessoire, ainsi que de(s) attestation(s) de conformité et annexe(s) se rapportant aux prestations proposées. Il précisera les textes de références.

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner. Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité (notamment ceux relatifs au développement durable et à l'éco responsabilité) pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution du marché, celle-ci serait directement applicable dès sa promulgation. Le présent marché constitué des documents contractuels définis supra exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Conditions générales de vente :

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des contrats de maintenance, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Mise au point :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une mise au point du marché avec le titulaire. Conformément à la réglementation en vigueur, cette mise au point ne pourra intervenir que si les modifications en découlant ne remettent nullement en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché ainsi que les conditions initiales de la mise en concurrence. Cette mise au point donnera lieu à l'établissement d'un écrit qui sera annexé à l'offre, l'ensemble constituant l'acte d'engagement au sens de l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique.

3 - Intervenants

3.1 - Titulaire

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du présent marché le concernant et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- Aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché
- Et, de façon générale, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise, notamment toute procédure collective prononcée à son encontre.

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité du marché, le titulaire s'engage à fournir dans sa proposition, les coordonnées précises (nom, adresse, téléphone, adresse électronique, fonction) d'un représentant de l'entreprise chargé des relations avec l'établissement. Ce dernier devra connaître le marché et les installations de l'établissement. Il doit être apte à rendre toute décision au nom du titulaire. Sans précision expresse du titulaire, ce responsable est le responsable d'affaires. Les représentants de l'entreprise devront être joignables facilement par l'établissement bénéficiaire pendant les horaires du temps de travail.

L'établissement se réserve également le droit de demander un changement du responsable dans la mesure où celui-ci ne remplit pas correctement ses fonctions à son égard.

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché devra obligatoirement être notifié au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Une liste nominative du personnel habilité à intervenir sera transmise aux différents CH chaque début d'année pour agrément. Cette liste doit contenir au moins les renseignements individuels suivants :

- Nom et prénom
- Profil et fonction
- Nom de la société dont dépend l'agent en cas de cotraitance ou de sous-traitance,
- Nombre d'année d'expérience au niveau du profil occupé
- Le(s) certificat(s) d'aptitude et qualification
- Les prestations réelles ou assimilées effectuées dans le cadre du marché
- Diverses observations (agent de renfort ponctuel, etc.)

Le titulaire s'engage à fournir la liste systématiquement mise à jour lors de tout changement dans la composition du personnel et dans l'attribution des tâches, susceptible d'intervenir sur les sites concernés avec les renseignements indiqués ci-dessus. Tout changement de personnel devra être notifié 8 jours avant le jour du changement.

Le titulaire devra se conformer, tout au long de l'exécution du marché, aux dispositions du code du travail.

Le titulaire est réputé avoir vérifié l'exactitude des références professionnelles et du domicile des agents qui seraient recrutés pour les prestations.

Le pouvoir adjudicateur peut exiger le remplacement de l'(des) agent(s) et du responsable technique en motivant sa décision et lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie, en particulier en l'absence d'agrément préalable du pouvoir adjudicateur. Le remplacement devra se faire dans les trois jours ouvrables qui suivent la demande écrite. Ce délai peut être réduit à 24 heures si le motif provient du non-respect caractérisé des clauses du présent marché ou en cas de faute grave caractérisée.

Le personnel du titulaire est remplacé, pendant ses congés, par un personnel de qualification équivalente, préalablement agréé comme il est dit ci-dessus.

3.2 - Cotraitant

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

3.3 - Sous-traitance

Les demandes d'acceptation de sous-traitance en cours de chantier devront être envoyées avant toute intervention du sous-traitant pressenti en original au maître d'ouvrage. La fonction achats du GHT (achats_publics_ght@ch-alpes-leman.fr) sera mise en copie de la demande, ainsi que le maître d'œuvre, le conducteur d'opération éventuel. L'envoi devra être effectué de façon à pouvoir donner date certaine à la demande. La demande devra être effectuée dans un délai permettant à l'établissement bénéficiaire de se prononcer sans modifier le planning d'exécution.

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies au CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces suivantes :

- Déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Les pièces justifiant de la capacité technique, professionnelle et financière du sous-traitant identiques à celles exigées du titulaire pour ce qui concerne les prestations sous traitées
- Les attestations d'assurances RCP du sous-traitant
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 et L.2141-4,1° et 3° du code de la commande publique.
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du sous-traitant permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Copie du jugement de redressement judiciaire du sous-traitant le cas échéant ;

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances, lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-FCS, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au maître d'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à l'obligation de discrétion. Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements, s'engage à ce que les informations (techniques, financières ou organisationnelles), objets quelconques, documents et savoir-faire relatifs à l'activité des établissements, auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution des accords-cadres ou qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte, ne puissent être utilisés, ni remis à des tiers, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du groupement ou son représentant.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences. Les préposés et le personnel du titulaire chargés par ce dernier d'exécuter le présent accord-cadre sont tenus d'observer les mêmes dispositions. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions. Le titulaire assurera donc la protection de toute information, objet et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de deux ans à compter du terme du présent accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissements ou d'un tiers. En cas de violation du secret professionnel ou de manquement du titulaire à ces obligations, le pouvoir adjudicateur pourra résilier sans préjudice de poursuites éventuelles de la part du titulaire.

A contrario, le titulaire s'expose en plus des sanctions pénales éventuellement encourues, à la résiliation du contrat à ses torts exclusifs sans indemnité. Les méthodes et le savoir-faire du titulaire étant compris dans l'objet de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de les garder confidentiels. Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue de la prestation objet de cet accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié les établissements.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage dans le cadre du présent contrat à respecter toutes dispositions en vigueur au sein de l'établissement concerné relatives aux conditions d'intervention et protocoles de sécurité. Dans ce cadre il s'engage à prendre l'attache du service compétent (par exemple service sécurité) afin de signer tout document utile tel que notamment les conditions générales d'intervention, protocole de sécurité, plan de prévention.

Obligation d'information préalable à l'inspection des sites :

Le titulaire doit transmettre par écrit au pouvoir adjudicateur dans les délais prescrits dans le CCTP avant toute intervention sur les sites de ce dernier :

- La date d'intervention sur le site ;
- La durée prévisible de la ou des interventions ;
- Le nombre prévisible de salariés devant intervenir ;
- Les noms et qualifications de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- Les noms et références des sous-traitants et d'identification des prestations sous- traités.

Il informera par ailleurs le pouvoir adjudicateur de l'intervention de tout nouveau salarié en cours d'exécution des prestations.

Le titulaire et son personnel devront respecter les règles et procédures de sécurité et d'hygiène, code du travail, règlement intérieur des établissements et éventuels plans de prévention du fait de ses interventions au sein d'établissements de santé.

Dans ce cadre il s'engage à prendre l'attache du service compétent (service sécurité) afin de signer tout document utile tel que notamment conditions générales d'intervention, protocole de sécurité, plan de prévention.

Concernant spécifiquement les Hôpitaux du Léman, les conditions générales d'interventions, annexées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), devront être respectées.

L'établissement pourra s'assurer auprès des salariés du titulaire et de ses cotraitants, de leur connaissance des règles de sécurité et d'hygiène.

Les agents du titulaire amenés à travailler dans les locaux des établissements et sites annexes doivent porter en permanence et de façon visible un insigne distinctif de leur entreprise (raison sociale de la société et nom de la personne) ou être en mesure de justifier à tout moment, par un document officiel son appartenance à la société titulaire du contrat. Toute personne en infraction avec cette règle pourra être reconduite hors des sites. Le titulaire

devra doter le personnel d'exécution de vêtements de travail adaptés et éventuellement de protection, entretenus régulièrement.

L'administration indiquera à ce personnel des accès clairement définis. Le personnel du titulaire peut intervenir et accéder que sur les chemins, voies d'accès ainsi que dans les zones où il est autorisé à circuler et déposer les produits. Il devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et devra être correct envers le personnel, les visiteurs et les patients des établissements. Il leur est formellement interdit de solliciter ou de recevoir une gratification quelconque.

Les établissements se réservent le droit d'exiger le remplacement de tout agent intervenant du prestataire, dont le comportement provoquerait des réclamations justifiées, pour des motifs professionnels ou autres dans un délai de 15 jours, ce délai peut être réduit à 24h si le motif provient d'un non-respect caractérisé des clauses du présent accord-cadre, ou en cas de faute grave caractérisée.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée et reconduction du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification, ou, le cas échéant, à compter de toute autre date ultérieurement mentionnée dans la notification. L'échéance de la prestation initiale est prorogée d'un an à compter de la date de notification.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans (soit 48 mois).

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5.2 – Durée / délais d'exécution des bons de commande

Les délais de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché (les délais de livraison auront été précisés impérativement par les candidats dans leur offre ou devis).

Pour la maintenance : les délais d'exécution des prestations et les fréquences d'intervention sont précisés par le titulaire dans son offre, et sont contractuels. Toutefois, ces délais ne devront pas dépasser les délais plafonds indiqués dans le CCTP.

Une fois l'accord-cadre notifié, les délais deviendront contractuels, ils ne pourront en aucun cas être modifiés, sauf d'un commun accord entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire. Ces délais serviront de base pour le calcul des pénalités le cas échéant.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires (maintenance préventive, etc.) et par application des prix unitaires (prestations hors forfait) déterminés par application aux quantités livrées dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

L'offre est complétée par le catalogue ou tarif général du titulaire ou de ses fournisseurs, affecté d'un rabais mentionné le cas échéant à l'acte d'engagement, rabais contractuel.

Les prix fixés dans l'accord-cadre sont des prix plafonds qui ne pourront pas être modifiés lors de la conclusion d'un marché subséquent.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que l'établissement bénéficiaire au titre de la présente opération.

Les prix sont réputés comprendre :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
 - Tous les frais afférents à la bonne exécution (même si les prestations n'ont pas été expressément prévues au cahier des charges) et s'il y a lieu au conditionnement, à l'emballage, au stockage, à l'utilisation des matériels et accessoires, à la manutention, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d'exécution ou de livraison, au volume moyen de travail par dossier (téléphone, rédaction des mémoires et rapports, ...),
 - Toutes les autres dépenses (reprographie, courriers, les moyens informatiques et de radiocommunications...),
 - Toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission,
 - Toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services,
 - Le travail en entreprise et dans les locaux des sites du Centre hospitalier,
- Tous les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations, de transports majorés, bénéfices de l'entreprise...,
- L'assistance téléphonique,
 - Protection des sols, des cloisons, des monte-charges, des ascenseurs et en règle générale de toute circulation empruntée, contre les surcharges dues aux équipements et contre les détériorations possibles dues à la manutention des équipements.
 - Déballage, évacuation des emballages. Les emballages et autres déchets associés aux équipements seront immédiatement débarrassés et évacués par les moyens propres du fournisseur,
 - Installation (y compris les travaux éventuels nécessaires au fonctionnement normal des équipements : branchements, raccordements, percements, scellements, etc... même si ces prestations n'ont pas été explicitement définies dans le C.C.A.P.) et la mise en service,
 - Nettoyage et remise en état éventuelle des locaux,
 - Essais et tests de fonctionnement, qu'ils soient réalisés en vue de la réception.
 - L'objet des contrôles et essais, à réaliser par le titulaire du marché, est de vérifier que tous les aspects de sécurité ainsi que les performances de l'ensemble des appareils sont conformes.
 - Notices d'utilisation et de maintenance conformes aux normes françaises et européennes. La mise à jour de la documentation technique d'exploitation existante dès la signature du présent marché et sa mise à jour régulière en fonction des travaux et des opérations de maintenance réalisées par le titulaire et les entreprises extérieures
 - Formation des utilisateurs et des techniciens de maintenance.
 - Tous les débours générés par le projet.

Les consommables nécessaires qui seront utilisés lors de la maintenance, sont à la charge du titulaire.

Il est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même prestation.

Les frais non précisés liés à ce marché seront refusés par le pouvoir adjudicateur et les établissements bénéficiaires.

Frais de port : Il est précisé que les prix comprennent toutes sujétions nécessaires à l'exécution des prestations ou livraisons des fournitures. En conséquence aucun frais de port ou frais complémentaire de quelque nature que ce soit ne sera appliqué en plus du prix indiqué dans l'offre financière.

Les travaux de réparation et d'interventions spécifiques :

Ces prestations s'entendent hors prestations forfaitaires. Il s'agit de prestations spécifiques demandées ponctuellement par l'établissement bénéficiaire et rémunérées au titulaire sur la base des prix unitaires.

Ces prestations spécifiques se rapportent principalement à (liste non exhaustive) :

- Les modifications, extensions ou remplacement (pièces détachées, main d'œuvre, déplacement...) demandés par l'établissement bénéficiaire aux spécifications initiales du matériel ;
- La réparation des avaries causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les spécifications techniques délivrées par les constructeurs non imputables au titulaire du présent marché ;

- La réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation ou par une adjonction de matériel d'autre origine non compatible avec les installations existantes n'incombant pas au titulaire du présent marché ;
- Des possibilités de refonte d'installations techniques, de modernisation ou d'adjonction d'éléments particuliers ;
- Aux dégradations causées sur les équipements et non imputables au titulaire du présent marché.

Sous réserves des dispositions précédentes liées à l'urgence, les commandes seront adressées sous forme de bons de commandes sur la base de devis établis préalablement par le prestataire et devant être accepté par l'établissement bénéficiaire avant exécution, à partir du bordereau de prix unitaires et de la justification du prix d'achat des prestations / fournitures nécessaires.

Il ne pourra être imposé des quantités minimales de livraisons et de conditionnement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Tarif général / catalogue : la révision des prix s'opère par ajustement automatique.

BPU – Maintenance curative : Les prix unitaires sont fermes et définitifs pour la durée totale de l'accord-cadre.

BPU – Maintenance préventive : Les prix forfaitaires sont fermes pour la première année du marché puis révisable annuellement à la date de l'échéance annuelle.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les prix sont révisés par application aux prix de l'accord-cadre de la formule suivante :

Formule :

$$P = P_0 \times K$$

$$K = 0,15 + 0,60 \times (ICHTTS_1 / ICHTTS_0) + 0,25 \times (FDS_2 / FDS_{20})$$

P : nouveaux prix forfaitaires révisés

P₀ : prix forfaitaires correspondant à la période initiale d'exécution (prix de la première année d'exécution)

ICHTTS₁ : indice INSEE du cout horaire du travail, salaires et charges– Industries mécaniques et électriques - dernier indice connu trois mois avant la date de révision

ICHTTS₀ : dernier indice connu en décembre 2025

FDS₂ : indice du prix des frais et services divers 2 - dernier indice connu trois mois avant la date de révision

FDS₂₀ : indice du prix des frais et services divers 2 - dernier indice connu en décembre 2025

Il convient de préciser également qu'aucune autre formule de révision ne sera acceptée.

Si des dispositions légales obligatoires venaient à suspendre momentanément l'application de la formule contractuelle, elle serait à nouveau automatiquement appliquée lorsque ces dispositions prendraient fin. En cas de disparition d'un indice, tout nouvel indice de remplacement recommandé par l'organisme qui le publiait sera automatiquement appliqué. Si aucun indice de substitution n'est proposé, les parties s'accordent pour procéder à la désignation d'un nouvel indice par voie d'avenant, après approbation de chacune d'elles.

Transmission des nouveaux tarifs :

Le titulaire s'engage à faire parvenir au pouvoir adjudicateur par mail (achats_publics_ghet@ch-alpes-leman.fr) ou par courrier (lettre recommandée avec accusé de réception) ses demandes d'ajustements accompagnés des indices utilisés, ancien et nouveau prix et le pourcentage d'augmentation (**sous format Excel initial**), 3 mois avant l'application des nouveaux prix. Passé ce délai, les révisions de prix ne seront plus acceptées.

Il joindra à sa demande une note indiquant les indices de prix en références (documents de preuves du site INSEE pour contrôle inclus) ainsi que le détail des calculs. Si le prestataire ne fournit pas ce document, il perdra le bénéfice de la révision de prix pour l'année en question. A défaut de proposition d'évolution des tarifs dans les délais impartis, les prix du contrat en cours sont reportés et sont affermis pour la totalité de la durée de l'année jusqu'à la prochaine date anniversaire de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur examinera les demandes d'ajustement et fera connaître sa réponse au titulaire dans les meilleurs délais (les ajustements ne seront applicables qu'après accord écrit du pouvoir adjudicateur).

Il n'est pas prévu d'acceptation tacite.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune rémunération supplémentaire pour des travaux ou des adaptations rendus nécessaires par une mauvaise appréciation des marchés et qui n'auraient pas été prévus dans son prix.

Clause limitative dite de butoir :

L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 3% maximum par révision. Toute proposition du titulaire dépassant ce pourcentage ne sera pas considérée et sera ramené à 3%.

Clause dite de sauvegarde :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat ou du marché subséquent à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3% par révision.

Il est précisé que la révision se fait à la hausse comme à la baisse.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est précisé que le titulaire devra informer en amont l'établissement bénéficiaire et le pouvoir adjudicateur de tout changement de RIB de règlement des prestations. Dès lors, a minima un mois avant le changement prévu, le titulaire fournit :

- **un courrier explicatif précisant la date d'application,**
- **le nouveau RIB.**

Le titulaire fait parvenir ces informations à l'établissement bénéficiaire en mettant en copie par mail le pouvoir adjudicateur (achats_Publics_GHT@ch-alpes-leman.fr), ainsi que le cas échéant le maître d'œuvre ou conducteur d'opération.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir appelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) :

Numéro SIRET	ETABLISSEMENT
267 400 844 00085	Centre Hospitalier Alpes Léman
267 411 031 00011	Hôpitaux du Léman

267 411 080 00018	Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc
267 400 182 00049	Hôpital Départemental de Reignier
267 400 166 00018	Etablissement Public de Santé Mentale 74

Le titulaire se rapprochera de chaque établissement afin de prendre connaissance des données nécessaires à la facturation qui ne seraient pas précisées dans le présent marché.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

10.1 - Notification

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai sera effectuée conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Lorsque la notification d'une décision ou information doit faire courir un délai, ce document est notifié soit :

- Par écrit avec établissement d'un constat de bonne réception avec accusé de réception ;
- Sous forme de courrier électronique (e-mail) avec accusé de réception ;
- Par échanges dématérialisés (à déterminer lors de la mise au point du marché).

L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire font foi de la notification. La date de l'accusé d'envoi du courrier électronique est retenue comme date de remise de la décision ou de l'information.

10.2 - Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

10.3 – Matériels, objets et approvisionnement confiés au titulaire

En vue de l'exécution du contrat, si des matériaux, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit, les conditions de remise puis de restitution sont prévues dans l'article 18 du CCAG-FCS.

10.4 – Stockage, emballage, transport

Les stockages, l'emballage et le transfert des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

10.5 – Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS, complétées par les dispositions suivantes.

Toute livraison se fera dans le respect des conditions applicables le cas échéant dans chaque établissement et matérialisée dans les documents de type conditions d'interventions, plans de prévention, protocole de sécurité et autres qui sont pleinement applicables au présent accord-cadre. Le titulaire ne pourra émettre aucune réserve à cet égard.

Le fournisseur est tenu d'effectuer ses livraisons avec des véhicules pouvant accéder jusqu'au lieu effectif de stockage des établissements. Le transporteur assurera le déchargement de la marchandise avec ses propres moyens (transpalette, etc.).

En cas de sinistre, lors du transport des produits et à leur manutention, entraînant la destruction partielle ou totale des produits non imputable à la faute des établissements, le titulaire devra supporter la charge du remplacement des produits.

En outre, pour les livraisons faites pendant les heures d'ouverture, le titulaire doit s'assurer que les livraisons ont bien été faites avec la présence d'un agent habilité par les établissements à la réception des produits. En cas de détérioration des emballages constatée lors de la livraison, le pouvoir adjudicateur pourra émettre des réserves auprès du transporteur de l'arrivée, et les noter sur le bulletin de livraison ou peut refuser la livraison. Le représentant du pouvoir adjudicateur les confirmera au titulaire par une fiche de non-conformité dans les 72 heures.

Pour les livraisons effectuées en dehors des heures d'ouverture, en cas de détérioration des emballages constatées ou autres dégâts, le pouvoir adjudicateur émettra des réserves auprès du titulaire dès le constat, et les notera sur le bulletin joint à la livraison.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser toute livraison qui dérogerait aux obligations citées dans le présent document et dont les produits ne sont pas conformes à la description faite sur le bordereau de prix, bon de commande, au cahier des charges et dans l'offre de candidature, et sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité de quelque nature que ce soit.

Toute livraison donnera lieu automatiquement à des réserves qui ne seront levées qu'après examen de la conformité des produits avec la commande ou les clauses spécifiques indiquées dans le CCTP ainsi que dans les dossiers techniques.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent, ainsi, être accompagnées d'un bulletin de livraison. Ce bulletin est à dresser pour chaque commande, lot, et doit comporter notamment :

- La date d'expédition ;
- L'identification et l'adresse de l'établissement ;
- La référence du bon de commande et de l'accord-cadre, lot ;
- L'identification du titulaire ;
- La désignation précise et la référence des fournitures livrées : qualité exacte et conditionnement et, quand il y a lieu, leur répartition par colis et le nombre de colis ;
- Les quantités commandées et les quantités livrées ;
- Les prix unitaires de chaque fourniture.

Chaque colis et palette doit porter de façon apparente une étiquette indiquant la désignation du produit, le nombre d'unités contenues et son numéro d'ordre, qui figurera sur ledit état. Sauf indication contraire, il renferme l'inventaire de son contenu.

Quand il y a lieu, le produit livré doit porter la marque d'identification qui lui est propre.

La fourniture demandée doit être livrée dans sa totalité. Les produits d'une commande ne peuvent pas être mis à disposition en plusieurs fois. Néanmoins, en cas d'oubli ou d'erreur de livraison, une livraison complémentaire devra être effectuée rapidement.

Le non-respect des conditions de livraison, et notamment le non-respect des horaires impératifs, jours de livraison et délais d'exécution contractuels ainsi le non-respect des établissements aura la conséquence suivante : la livraison effectuée entraînera à titre gratuit et des pénalités pourront être appliquées.

10.6 – Modalités d'intervention

Les établissements garantissent au titulaire le libre accès aux locaux.

Lorsque des interventions doivent être réalisées dans les locaux, les interventions s'effectuent après prise de rendez-vous. L'accès aux locaux en rapport avec l'exécution des prestations est soumis à l'accord préalable du ou des responsable(s) désigné(s) des établissements, le titulaire s'engage à prévenir par e-mail ou tout autre moyen défini dans le contrat, l'établissement pour toute intervention sur les sites pour des opérations de maintenance ou de mise en service.

Sauf exception, les plages d'intervention dans les locaux sont de 8h00 à 17h00, du lundi au vendredi hors jours fériés et périodes de fermeture des établissements.

Les cas d'exception sont les dysfonctionnements entraînant une interruption de service de tout ou partie des installations, à la discrétion du pouvoir adjudicateur pendant les jours fériés, week-end et en dehors du créneau horaire indiqué précédemment.

En cas de nécessité, pour le titulaire, d'intervenir en dehors de la période d'intervention telle que définie ci-dessus, celui-ci devra obtenir un accord préalable de l'établissement.

L'établissement s'engage à :

- Laisser le libre accès au titulaire aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations,
- S'abstenir d'effectuer, par lui-même ou au travers de son personnel ou de tiers désignés par lui, toute tentative d'entretien ou de réparation sur le matériel dont le titulaire a la charge de la maintenance sauf pour ce qui concerne les opérations normales d'exploitation ou en cas de carence du titulaire avec son accord.

L'établissement se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des techniciens jugés par lui indésirables ou ne donnant pas satisfaction.

Ce marché devant être exécuté sur des sites à caractère hospitalier, le titulaire devra respecter les contraintes particulières :

- Eviter les bruits ;
- Limiter les poussières ;
- Assurer une évacuation immédiate des déchets et gravats éventuels ;

Pendant leur séjour dans les locaux du pouvoir adjudicateur, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès, au plan de prévention et de sécurité et de propreté établies par celui-ci. La non application par le titulaire ou son personnel de ces mesures prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts.

Le titulaire devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité de la zone d'intervention.

Le titulaire procède à ses frais, à ses risques et périls aux interventions sur les équipements en place.

Obligation d'information préalable à l'inspection des sites :

Le titulaire doit transmettre par écrit à son interlocuteur sur site au plus tôt et avant toute intervention sur les sites de ce dernier :

- La date d'intervention sur le site ;
- La durée prévisible de la ou des interventions ;
- Le nombre prévisible de salariés devant intervenir ;
- Les noms et qualifications de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- Les noms et références des sous-traitants et d'identification des prestations sous-traités.

Il informera par ailleurs le représentant du pouvoir adjudicateur, sur site, de l'intervention de tout nouveau salarié en cours d'exécution des prestations.

10.7 – Continuité de service

Le titulaire doit assurer une continuité de service 24h/24, 7j-7 et 365 jours par an. En cas de défaillance, et en fonction des incidents ou accidents qu'il serait susceptible de provoquer, sa responsabilité pourrait être engagée tant sur le plan financier que pénal.

10.8 – Remise de matériels ou équipements en fin de marché

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi au début et à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

10.9 – Achèvement de la prestation

A l'échéance du marché, le prestataire doit prévoir dans son offre qu'il devra :

- Etablir un état des lieux des appareils existants (tous les équipements et installations devront être visités)
- Avec le nouveau prestataire à l'issue du marché, si à l'issue de la visite, il apparaît que des insuffisances d'entretien sont constatées, il appartient au prestataire en exercice d'effectuer les opérations d'entretien avant la fin de son marché d'entretien. L'état des lieux devra être vierge de toutes observations.

11 - Garantie de continuité de la prestation

L'entreprise ne pourra se soustraire à son obligation d'exécuter les prestations et cela même dans le cas où celle-ci n'aurait pas été décrites dans le CCTP.

Ainsi, le titulaire s'engage à assurer les prestations qu'il aura formulées dans son offre, dans son ensemble, et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour remédier sans délai à toute insuffisance ou irrégularité dans l'exécution de la prestation que lui aurait signalé un établissement.

Toute interruption de service même partielle ou momentanée devra être signalée sans délai par oral et par écrit, et cela quel qu'en soit le motif (dysfonctionnement technique, grève de personnel, immobilisation des équipements...). De la même manière, le titulaire informera de la reprise normale de son activité.

Le titulaire s'engage à intervenir dans le délai maximal fixé par le Cahier des Clauses Techniques Particulières, selon les établissements, pour apporter une solution afin que l'exécution de la prestation puisse se poursuivre conformément au cahier des charges et dans le respect de la législation et des normes en vigueur.

Dans ce cas, le titulaire ne percevra aucun complément de prix. A l'exception de conditions climatiques exceptionnelles, de dysfonctionnements internes aux établissements parties, cas de force majeure, le candidat assumera seul, quelque soient les circonstances, les frais afférents aux dispositions prises pour le bon déroulement de la mission.

11.1 – Exécution aux frais et risques

Dans le cas, où les délais d'exécution seraient dépassés dans des proportions que l'établissement ne peut accepter, et sans que le titulaire n'ait proposé de solution alternative, l'établissement se réserve le pouvoir par tout moyen qu'il juge utile, à l'exécution de la prestation, aux frais et risque du titulaire.

Sauf pour les prestations ne pouvant souffrir d'aucun retard, cette exécution par défaut est précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution. A l'expiration de ce délai, à défaut de rétablissement de la situation,

l'Acheteur y remédie aux frais et risques du Titulaire, soit par lui-même, soit par une entreprise tierce désignée par lui. Les sommes ainsi engagées par l'établissement pour pallier la défaillance du titulaire sont imputées à ce dernier. Le Titulaire est tenu d'informer par écrit l'Acheteur, de la date à laquelle il est en mesure de reprendre l'exécution normale du marché. A défaut, l'Acheteur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de la période d'exécution aux frais et risques, et le Titulaire en supportera les conséquences financières. En cas de reprise des prestations par le Titulaire, l'éventuel surcoût résultant de l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire est déduit des premières factures afférentes à la poursuite de l'exécution des prestations jusqu'au remboursement de ce surcoût.

11.2 – Evolution du parc des installations

Des modifications du parc des équipements pourront avoir lieu en cours d'exécution du contrat dans le cadre de clauses de réexamen. Ces évolutions pourront concerner le retrait ou l'ajout d'un équipement. Dans ce cas, l'établissement en informera le titulaire. Le titulaire ne pourra s'opposer à cette modification.

11.3 – Formation/Information du personnel

Le titulaire sera responsable de la formation de son personnel et de l'application des règles de sécurité professionnelles, en particulier le port des équipements individuels de protection dans certains secteurs. Des formations spécifiques pourront être demandées.

A la demande des établissements, le titulaire assurera une formation/information d'une durée d'une heure destinée à actualiser les connaissances des personnels techniques de l'établissement. Cette prestation sera rémunérée selon prix indiqué au bordereau des prix unitaires.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental et une démarche RSE (Responsabilités sociétales et environnementales) précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

14 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Toute fourniture révélant un vice caché (de fabrication, défaut de matière...) postérieurement à la réception est signalée au titulaire de l'accord-cadre, qui est tenu de la remplacer immédiatement. La fourniture de remplacement est identique à la fourniture initiale en ce qui concerne le type de produit et la quantité.

Si l'échange ne peut se faire dans les délais impartis, le fournisseur procédera à un avoir sur la facture. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra procéder à l'application des pénalités pour non-conformité.

Les modalités de garantie des prestations sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP).

Tous les frais afférents à la garantie sont à la charge du titulaire.

15 - Maintenance

Les prestations relèvent d'une maintenance assurée par le titulaire pendant la durée du contrat selon les dispositions du CTP, complétées me cas échéant par les conditions de maintenance définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

15-1 Conditions générales

La maintenance et l'entretien sont des termes qui ne désignent pas les mêmes opérations ni les mêmes opérateurs. Il est rappelé que les opérations de maintenance sont réalisées par le personnel technique qualifié du titulaire et les opérations d'entretien peuvent être effectuées par le personnel utilisateur.

Si les opérations d'entretien courant effectuées par les utilisateurs ne figurent pas explicitement dans le manuel d'utilisation, le soumissionnaire fournira en deux exemplaires un document précisant :

- La nature des opérations d'entretien courant à exécuter ;
- La fréquence de ces opérations ;
- Les préconisations du fabricant concernant l'entretien ;
- Les éventuels produits déconseillés ou incompatibles pour la réalisation de ces opérations seront précisés ;
- Le relevé des pannes simples et leurs remèdes.

Une partie des opérations de maintenance est susceptible d'être exécutée dans les locaux du titulaire. L'autre partie des opérations de maintenance sera effectuée dans les locaux de l'établissement bénéficiaire.

Pour toutes les opérations dont il aura la charge, le titulaire devra veiller à :

- La protection des équipements et matériels situés à proximité de l'installation concernée.
- La manutention des matériels nécessaires à l'exécution des prestations.
- La remise en service et le nettoyage des locaux après une intervention ayant entraînée des désordres de son fait.
- La remise en service des équipements ayant fait l'objet d'intervention.
- Si la réparation nécessite une intervention dans les locaux, l'intervention du titulaire aura lieu dans les plages d'intervention définies par l'établissement bénéficiaire
- Le Titulaire devra minimiser son délai d'intervention afin de ne pas dégrader le taux de disponibilité de l'équipement.

Si au cours de la maintenance, le titulaire venait à dégrader le matériel à réparer qui lui a été confié par l'établissement bénéficiaire, ce dernier exigera du titulaire soit qu'il remplace soit qu'il remette en état l'appareil dans un délai n'excédant pas 15 jours après le constat de la dégradation. Il pourra aussi demander le remboursement par le titulaire de cet appareil, évalué selon sa valeur résiduelle à la date de la disparition du bien ou du sinistre.

La fourniture par échange standard, neuf ou réparé de toutes pièces reconnues défectueuses est garantie d'origine. Il pourra cependant être admis la mise en œuvre d'éléments compatibles ou équivalents après engagement du titulaire sur la compatibilité ou l'équivalence, et accord de l'établissement bénéficiaire.

Le titulaire interviendra, pendant toute la durée de la maintenance, autant de fois que nécessaire en cas de problèmes sur les équipements dans la mesure où ils ne font pas partis des exclusions de maintenance.

Le titulaire s'engage à disposer de tous les moyens humains et matériels, quantitatifs et qualitatifs pour assurer la parfaite exécution de ses prestations. En particulier, il est réputé disposer des pièces détachées et équipements de diagnostics nécessaires à une remise en fonction des prestations dans les délais mentionnés dans le présent document dans tous les cas, sauf cas de force majeure.

Sont considérés comme cas de force majeure :

- Les destructions ou arrachements volontaires ou accidentels,
- Les impacts indirects de foudre
- Ou autres catastrophes naturelles.

L'établissement bénéficiaire dédommagera le titulaire à posteriori, si cette intervention a été rendue nécessaire par des causes ne faisant pas partie du domaine de responsabilité du titulaire. Ce dernier ne pourra procéder aux remises en état que si le devis établi par lui est accepté par l'établissement bénéficiaire.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'établissement bénéficiaire un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

15-2 Définition et durée de l'indisponibilité

Définition :

L'équipement est déclaré indisponible lorsque sans faute de l'établissement et en dehors des opérations de maintenance contractuellement prévues et effectuées par le titulaire, son usage est rendu impossible :

- Soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou d'un dispositif qui est inclus,
- Soit par le défaut de fonctionnement de l'un des éléments et/ou logiciels faisant partie de cet équipement, si ce défaut apparaît dans l'exécution des fonctions prévues pour la réalisation des prestations...
- Etc....

Durée :

L'indisponibilité commence lorsqu'une demande d'intervention de l'établissement parvient au titulaire selon les formes convenues au CCTP.

Cependant, si l'accès des préposés du titulaire auprès du matériel est différé du fait de l'établissement bénéficiaire, l'indisponibilité ne commencera que lorsque les éléments nécessaires au diagnostic et à la remise en état seront mis à disposition du titulaire.

L'indisponibilité se termine quand les préposés du titulaire remettent l'élément concerné en état de marche et à la disposition de l'utilisateur. Les heures de début et de fin de la période d'arrêt sont relevées sur un carnet de bord.

Toutefois, lorsque l'élément réparé redevient, pour les mêmes motifs, indisponible dans les quarante-huit heures d'utilisation suivant la remise en état, la durée d'indisponibilité couvre le délai total écoulé depuis le premier arrêt.

La durée d'indisponibilité est comptabilisée à chaque indisponibilité et annuellement, en heures ouvrables, pour le calcul des pénalités, en fonction des engagements précisés par le candidat dans son offre technique et en fonction de chaque équipement proposé.

Ne sont pas considérés comme temps d'indisponibilité décompté, les temps d'arrêt :

- Les temps d'interventions liés aux maintenances préventives,
- Le dysfonctionnement d'un sous-ensemble secondaire n'empêchant pas l'utilisation clinique de l'équipement,
- Dus à des modifications techniques exécutées et prévues par le Titulaire avec accord de l'établissement bénéficiaire,
- Dus à des erreurs d'exploitation ou des fautes lourdes incombant à l'établissement bénéficiaire,
- Dus à des causes extérieures (cas de force majeure).

15.3 – Garantie de temps, d'intervention et de rétablissement

Le titulaire s'engage impérativement à un temps d'intervention et de rétablissement dans les délais maximum énoncés au CCTP, optimisés le cas échéant dans son offre.

16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

17 - Pénalités

Tout manquement aux obligations contractuelles (interruption de service ou dérogation des engagements de qualité de service, mauvaise exécution/livraison, l'exécution partielle ou le retard dans l'exécution/livraison des prestations) de la part du titulaire pourra faire l'objet de pénalités décrites ci-dessous cumulables entre elles, sans mise en demeure préalable.

Toutes les pénalités, réfections ainsi que le montant des dommages, débours ou dépenses résultant ou à résulter de l'application des mesures d'office, seront imputés en premier lieu sur les sommes qui sont dues au titulaire par réfaction sur les factures émises ou à défaut à titre de recette.

En cas de non prise en compte par le titulaire lors de la facturation, l'établissement effectuera lui-même la réduction de prix correspondante lors de la réception de la facture.

Le paiement des pénalités par le titulaire ne dispense pas celui-ci d'exécuter la prestation définie au présent marché.

L'application des pénalités ci-dessous n'exonère pas le titulaire de la réparation du préjudice subi pour son montant effectif au cas où sa responsabilité serait engagée.

Le marché pourra être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire et à la mise en exécution de l'accord-cadre par un nouveau prestataire aux frais et risques du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité dans le cas où le cumul des pénalités appliquées aurait atteint 20 % du montant engagé soit sur un des sites d'exécution, soit pour l'ensemble des prestations comprise dans le marché du lot considéré.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas appliquer les pénalités dès lors qu'il estime que le préjudice est tel qu'il est de son droit de demander des dommages-intérêts devant les juridictions compétentes.

Les montants des pénalités sont en euros Hors Taxes.

17.1 - Pénalités de retard

Objet	Pénalités
Retard du délai d'intervention de jour dans le cadre de la maintenance corrective et dès l'appel des services techniques > 24h ouvrées pour les portes de recouplement et issus de secours	15€ HT par heure de retard et par porte concernée
Retard du délai d'intervention de jour dans le cadre de la maintenance corrective et dès l'appel des services techniques > 48h ouvrées pour les portes de locaux	
Retard pour réparation totale de la panne (>72h ouvrées) hors portes et bloc portes	
Retard de réalisation des prestations de maintenance prévues au planning d'intervention	50€ HT/jour calendaire de retard/portes
Retard de transmission des documents prévus au marché dans les délais contractuels	50€ HT/jour calendaire de retard et par appareil

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

17.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17.3 – Autres pénalités

Objet	Pénalités
Mauvais fonctionnement : dégradation du taux de dysfonctionnement des portes > 5 pannes par an	150€ HT/portes/mois
Absence de proposition par le titulaire d'un planning d'intervention aux	50€ HT/constat

différents chefs de projet, dans le mois suivant la notification du marché	
Absence de réponse à un courrier envoyé	50€ HT par courrier resté sans réponse au-delà de 15 jours
Non-respect des consignes de sécurité prévues aux plans de préventions local de chaque établissement	500€ HT/constat
Non-respect du port des équipements de protection individuelle	100€ HT/constat
Absence lors d'un contrôle ou assistance à un autre corps d'état programmé (interne au GHT ou autre) ou annulation dans les 2 jours précédents le rendez-vous programmé	50€ HT/constat
Refus de présentation à une réunion technique à laquelle le titulaire est sollicité	150€ HT par cas constaté
Non transmissions des factures relatives aux commandes de pièces détachées non identifiées dans le BPU	100€ HT/constat

18 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie en rapport avec l'importance de la prestation.

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages causés, directement ou indirectement notamment par ses éventuels sous-traitant pendant ses interventions :

- A son personnel, au personnel de l'acheteur ou des tiers ;
- A ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire sera toujours directement responsable, tant envers l'établissement, qu'envers les tiers, des dommages de toute nature (accidents corporels, détériorations, vols, etc....) qui pourraient survenir du fait de son personnel ou de son matériel à l'occasion de l'exécution du présent contrat. Ainsi, les dégâts seront réparés aux frais du titulaire. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des tâches prévues, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises etc. Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Etablissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou son personnel.

De plus à tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

19 - Clause de prestations similaire

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

20 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer, sauf indication contraire si après, quel que soit le montant des modifications ou les modifications de délais et durée qu'il induit. Le cas échéant, les montants maximums de l'accord-cadre ou délais et durées seront modifiés en conséquence dans la limite de 50% par modification, sauf précision différente pour la modification considérée.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Dans tous les cas de figure ci-dessous, toute modification du contrat fera nécessairement l'objet d'un acte écrit avant de pouvoir être appliquée.

Dans tous les cas de figure ci-dessous, à défaut d'accord entre les parties, le contrat pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnisation du titulaire.

Il est acté par ailleurs que les clauses de réexamen prévues au CCAG correspondant sont applicables sauf dérogation expresse dans le présent CCAP.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

20.1 – Modifications d'ordre financier ou administratif

Modification des conditions de variation des prix :

- Il est prévu expressément qu'en cas d'arrêt ou modification de la série ou de l'indice concerné ou de changement de base de calcul, les parties utiliseront l'indice de remplacement proposé par l'INSEE ou l'organisme de publication en appliquant le coefficient de raccordement éventuellement proposé, ou toute autre méthode de calcul. Dans le cas où l'organisme de publication ne proposerait pas d'indice de remplacement, les parties s'accorderont sur un tel indice et ses modalités d'application au contrat, sur demande de la partie la plus diligente. Ces modifications seront actées par avenant.

- Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que la formule de variation demeure bien représentative des coûts réels, le niveau de la rémunération, d'une part et la structure de la formule de révision des prix curatifs et préventifs d'autre part pourront être soumises à réexamen à l'initiative de l'une ou l'autre partie, dans les cas suivants :

- En cas de modification importante de la consistance et des conditions d'exécution du service (modification des horaires ; l'emploi nécessaire de matériels nouveaux pour réaliser la prestation...) ;
- En cas de modification du périmètre ;

- Si l'application des formules de révisions prévues au CCAP fait apparaître une variation de plus de 2% par rapport au prix initial ;
- Dans le cas où la nature des prix ou la variation réelle des indices de la formule de révision ne refléterait plus le coût réel des prestations ;
- En cas d'évolution importante de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'Environnement.

La procédure de révision n'entraînera pas l'interruption du jeu normal des formules de révision qui continueront à être appliquées jusqu'à la validation de la modification. Ces modifications seront actées par avenant.

Modifications des conditions administratives d'exécution :

- Les établissements hospitaliers se réservent un droit de revue annuelle des pénalités applicables. Ces modifications seront actées par avenant.
- Les modifications fiscales (modification de taxes existantes ou création, modification de taux, ...) seront automatiquement intégrées au contrat. Ces modifications seront actées par avenant.
- Réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel : Il est expressément prévu que toute modification sur ce point entre dans le cadre de de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. Ces modifications seront actées par avenant.
- Changement de comptable assignataire des paiements : en cas de changement du comptable assignataire des paiements, l'établissement partie bénéficiaire en informera le titulaire. Ces modifications seront actées par ordre de service.
- Adaptation des opérations de vérifications et modalités de paiements.
En cas de nécessité d'adapter les modalités de vérifications des prestations et, en conséquence, les modalités de constat du « service fait » et de périodicité des règlements au regard des particularités éventuelles de tout ou partie des Bénéficiaires, un avenant peut être conclu dans le respect des règles d'ordre public relatives notamment aux délais de paiement et interdiction du paiement différé.
- En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à une modification de contrat. Ces modifications seront actées par avenant.
- La durée du contrat pourra être prorogée afin de garantir la continuité de l'exécution des prestations pour autant que cette modification ne soit pas considérée comme substantielle. Cette prolongation devra correspondre au temps nécessaire à la conclusion du contrat suivant.
- Le montant maximum de l'accord-cadre pourra être augmentée de sans autre raison dans la limite de 30 % du montant maximum initial, dans le cas où le montant maximum du contrat serait atteint avant son échéance afin d'assurer la garantie de continuité des prestations.
- Conformément à l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique, la durée initiale de l'accord-cadre est fixée au maximum à quatre (4) ans. Toutefois, en raison des caractéristiques particulières des prestations et de motifs techniques ou économiques qui seront dûment justifiés, l'acheteur se réserve la possibilité de prolonger l'accord-cadre pour une durée supplémentaire permettant l'attribution de l'accord-cadre suivant.
Cette prolongation ne pourra être mise en œuvre que si l'un des motifs suivants est établi :
 - Contraintes techniques spécifiques rendant impossible ou inopportune une remise en concurrence à l'échéance initiale ;
 - Nécessité de continuité de service, lorsque la procédure de renouvellement ne peut être réalisée sans risque d'interruption ;
 - Investissements initiaux significatifs réalisés par le titulaire, nécessitant une période d'amortissement complémentaire objectivement démontrable.

La prolongation fera l'objet d'un avenant dûment motivé, établi avant l'expiration de la durée initiale et limité au strict nécessaire, sans modification de l'objet, de la nature ou de l'économie générale de l'accord-cadre.

Modifications touchant le titulaire du contrat :

- Remplacement du titulaire initial :

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution par avenant d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes : cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles. Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications au contrat. Le titulaire du contrat ne pourra s'opposer à la cession entre pouvoirs adjudicateurs et ne pourra faire valoir aucune demande d'indemnisation.

- Modification de la composition du groupement :

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte par avenant à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions suivantes :

- Quelle que soit la nature du groupement. Le pouvoir adjudicateur invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux.
- A défaut, et à l'issue du délai de trente jours courant à compter de la notification de l'invitation du pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.

Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité

- Soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- Soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du contrat, mais sans indemnité.

Modifications touchant le pouvoir adjudicateur ou les établissements bénéficiaires :

- Il est prévu au titre des clauses de réexamen, que le contrat puisse être transféré du pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni demande d'indemnisation à ce titre.

- L'établissement support effectuant la mise en concurrence pour le compte des établissements parties dans le cadre d'un groupement hospitalier de territoire, il est expressément prévu, afin d'assurer dans ce cadre l'effectivité du principe de convergence des marchés publics érigé par les articles L. 6132-3 3 et R. 6132-1 du Code de la santé publique issus de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016, que le présent accord-cadre soit applicable, dans ses conditions techniques, administratives et financières, à l'ensemble des membres dudit groupement concernés par l'objet de l'accord-cadre, y compris dans le cas où les établissements parties ne sont pas expressément mentionnés

initialement. Il est toutefois dûment précisé que les établissements parties demeurent libres d'adhérer au présent contrat pour répondre à leur besoin, et qu'ils ne sont aucunement tenus par une clause d'exclusivité. Ces modifications seront actées par avenant. D'éventuelles conséquences sur l'exécution du contrat permettant notamment une optimisation technique ou financière seront discutées entre les parties et actées dans cet avenant. Il est précisé dans ce cas que le montant maximum pourra être augmenté du montant du besoin de l'établissement ajouté.

- Il est prévu au titre des clauses de réexamen, que le pouvoir adjudicateur puisse soustraire un ou plusieurs établissements bénéficiaires. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni demande d'indemnisation à ce titre. D'éventuelles conséquences sur l'exécution du contrat remettant en cause son équilibre financier devront être justifiées par le titulaire par tous moyens. Ces modifications seront actées par avenant.

20.2 – Modifications de circonstances d'exécution du contrat

- Circonstances imprévisibles :

Lorsqu'un changement de circonstances, imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour le titulaire du contrat au-delà de la simple perte de marge, dans tous les cas dans des conditions rendant impossible la poursuite du contrat, celui-ci peut en demander l'ajustement à son cocontractant. Il devra s'agir d'un événement postérieur à la conclusion du contrat et impossible à anticiper. Cette clause qui cessera de s'appliquer dès le retour à la normale, sera soumise à deux conditions cumulatives : le titulaire devra continuer à assurer ses obligations contractuelles et devra remettre tous éléments démontrant que le recours à la clause est justifié.

Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 1 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur de résilier le contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

- Circonstances imprévisibles – continuité de service :

Dans le cas d'un événement extérieur aux parties et affectant la continuité de service dans les conditions normales d'exécution du contrat, le concédant se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de cet événement, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la législation afin de s'assurer de la continuité de service. Les modifications induites seront actées par avenant et le titulaire devra par tous moyens faire face à toute variation des besoins de l'établissement.

- En cas de difficulté, blocage informatique, cyberattaque, les modalités d'exécution du contrat seront modifiées afin de prendre en compte les dommages et de pouvoir assurer la continuité de service en mode dégradé (exemple : modalités de commande, ...). Ces modifications seront actées par avenant.

- Modifications dans le cas de circonstances ou sujétions techniques que le pouvoir adjudicateur ne pouvait pas prévoir, lorsque des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires à l'achèvement de l'ouvrage ou des prestations, ou que les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues faisant peser un risque sur la continuité ou l'organisation du service public hospitalier ou la qualité des soins. Ces modifications seront actées par avenant, sans que soit opposable le caractère de modification substantielle.

- D'éventuels ajustements techniques, administratifs ou financiers, suite à une réunion de cadrage ou revue de contrat, sauf à être substantiels, seront pris en compte par voie d'avenant.

20.3 – Modifications d'ordre technique

- En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

- En cas de changement de technique, de modification de la réglementation, d'arrêt de fabrication, de rupture de stock ou de retrait des produits ou de services en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire a l'obligation, avec un préavis de 3 mois avant la date prévue du changement et après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins ou à ladite réglementation.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant que cette nouvelle technique se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de procédure, d'arrêt de fabrication, de rupture de stock ou de modification de la réglementation (liste non exhaustive).

Celui-ci communique également les fiches techniques et commerciales décrivant les prestations/matériels/accessoires, ainsi que l'annexe financière qui serait modifiée et il produit le cas échéant les documents certifiant du respect des performances et des fonctionnalités demandées a minima au CCTP.

Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur de résilier le contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

- Pendant l'exécution du contrat, le titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur des modifications techniques relatives aux prestations. La modification ne pourra constituer une modification dite substantielle. Dans ce cadre le titulaire formulera une proposition d'évolution des prix. Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur la poursuite du contrat dans ses conditions initiales ou de le résilier. Ces modifications seront actées par avenant.

- Acquisition de nouvelles compétences relatives à la liste des équipements dont le titulaire assure la maintenance au titre du contrat :

Le Titulaire peut faire évoluer, en cours d'exécution du contrat, la liste des équipements faisant l'objet de la prestation de la maintenance, en cas d'acquisition de nouvelles compétences. Dans ce cas, le Titulaire justifie par tout moyen ses compétences à effectuer les prestations de maintenance sur des nouveaux équipements, sous réserve de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur de faire entrer des nouveaux équipements dans la prestation de maintenance.

- Ajout ou suppression d'une prestation – adaptation du parc :

L'établissement se réserve la possibilité d'exiger du titulaire du contrat l'exécution de prestations de maintenance préventive pour des équipements ou des installations non prévues initialement.

Lors d'un ajout d'équipement ou d'installation, le titulaire fournira un devis établi sur la base d'un équipement ou d'une installation équivalente au détail des prix. Les prestations de maintenance préventive des équipements ou installations ainsi ajoutés ne pourront commencer à être exécutées par le titulaire du contrat avant acceptation du devis susvisé par l'établissement.

L'établissement se réserve également la possibilité de retirer certains équipements ou installations du champ des prestations de maintenance à exécuter par le titulaire du contrat, sans que ce dernier ne puisse prétendre à une quelconque indemnité de ce fait. Dans ce cas, la fin de la redevance pour cet équipement ou cette installation prend effet immédiatement. (Prorata temporis).

Ces nouvelles conditions prenant en compte l'adaptation du parc, en fonction notamment de l'ajout / retrait de sites, seront actées par avenant au présent contrat. Le titulaire ne pourra s'opposer à cette modification.

- En cours d'exécution de l'accord-cadre, en cas de nouveaux services susceptibles d'intéresser le pouvoir adjudicateur, de même nature et de même fonction que ceux constituant l'objet de la présente consultation, pourront lui être proposés qui, avec son accord préalable seront, ainsi inclus à l'accord-cadre (sans pour autant bouleverser l'économie de l'accord-cadre ni porter atteinte à la libre concurrence).

- Pendant l'exécution du contrat, dans le cas où il serait avéré que des fournitures ou prestations ne correspondent finalement pas au besoin ou ne donne pas satisfaction car inadaptées, inutilisables, défaillance qualitative, mauvais fonctionnement répété, usure inhabituelle, inconfort manifeste à l'usage, ..., le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander leur remplacement par des fournitures ou prestations de même nature et de même fonction que ceux objet du contrat. La modification ne pourra constituer une modification dite substantielle. Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur la poursuite du contrat dans ses conditions initiales ou de le résilier. Ces modifications seront actées par avenant.

- Décision de poursuivre : La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur pour les prestations strictement nécessaires à la satisfaction du besoin exprimé dans le contrat et en cas d'incompatibilité avec le temps nécessaire à la rédaction d'un avenant. Un avenant devra toutefois être rédigé au plus tôt suite à son émission.
- Tout recours à des produits figurant sur le catalogue ou tarif public du titulaire, dans la même gamme homogène que celle du contrat : les prix des fournitures sont calculés sur la base des prix unitaires qui figurent au catalogue, obligatoirement produit pendant l'exécution, diminués du rabais ou de la remise accordée dans les pièces du contrat. Il est précisé qu'il pourra être décidé d'intégrer par avenant au contrat les fournitures du catalogue commandées de manière récurrente.

21 - Résiliation du contrat

21.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Résiliation pour motifs d'intérêt général : En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Il est précisé notamment que des motifs tirés de la convergence des marchés au sein du GHT Léman Mont-Blanc, consécutive d'une démarche d'internalisation des prestations ou de la recherche de performance technique ou financière constituent dans le cadre du présent contrat des motifs d'intérêt général, y compris en cas de bascule de l'achat concerné vers une centrale d'achat ou un groupement de commande.

Résiliation aux torts du titulaire :

Le marché pourra être résilié dans tous les cas mentionnés à l'article 41.1 du CCAG F.C.S et dans les cas ci-après :

- Résiliation pour indisponibilité :

Si des indisponibilités répétitives ont donné lieu à deux mises en demeure restées sans effet, le pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

Le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

La résiliation sera signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception,

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

21.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant

l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

22 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

23 - Dérogations

- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services